

Incubio Breeding

Kfé 15 : L'accès aux ressources génétiques : un enjeu central pour réussir la transition alimentaire et agricole

1^{er} juillet 2024

Intervenant : Philippe Pointereau, agronome, président de la fondation « Terre de liens » et président du conseil de l'Institut Agro du campus de Florac.

Philippe Pointereau a travaillé au sein de Solagro * dans le programme de recherche de BioNutriNet ** avec Emmanuelle Kesse-Guyot, directrice de recherche à INRAE sur l'impact environnemental d'un régime bio. Il est co-scénariste du scénario de transition alimentaire et agricole Afterres2050 qui met en lumière l'enjeu des ressources génétiques du fait d'une généralisation de l'agroécologie et de l'agriculture biologique.

* Solagro est une association qui vise à accélérer les transitions énergétique, climatique, agroécologique et alimentaire à travers l'accompagnement de réalisations (études et assistance à maîtrise d'ouvrage), prospective, formation et recherche – développement s'alimentent et s'enrichissent mutuellement.

** BioNutriNet mobilise Nutrinet qui est une étude de cohorte (c'est à dire portant sur un groupe de sujets suivis pendant plusieurs années) réalisée sur une large population de personnes volontaires (qui deviennent en s'inscrivant des Nutrinautes), dont l'objectif est d'étudier les relations nutrition-santé.

Ils ont rédigé plusieurs documents à destination du grand public sur l'alimentation : « Le revers de notre assiette » qui présente les résultats du projet BioNutriNet, un second sur les imports et exports des produits agricoles nommé « La face cachée de nos consommations » et enfin un dernier sur « Le pouvoir de notre assiette ».

Le scénario Afterres 2050

Ce scénario est basé sur la nature mais aussi pour la nature avec ainsi l'enjeu de sa conservation. L'alimentation est le premier levier pour changer l'agriculture. Ce lien entre ces deux volets a des conséquences sur les ressources génétiques car changer l'alimentation implique finalement de changer notre assolement, nos pratiques agricoles, nos modes d'élevage et enfin le type de viande à consommer.

Le changement des pratiques agricoles consiste à passer massivement à l'agriculture biologique. En réduisant environ par deux notre alimentation animale, que ce soit de la viande ou des produits laitiers, moins de ressources végétales seront mobilisées et notamment moins de céréales et d'oléoprotéagineux. Il faut garder à l'esprit qu'il faut toutefois maintenir un rendement sans qu'il soit maximal.

Le deuxième enjeu, en lien avec la sélection génétique, est la réduction de l'usage des pesticides. Le scénario prévoit une réduction de 90 % des pesticides chimiques d'ici 2050 afin de lutter contre la résistance des ravageurs et des mauvaises herbes aux produits chimiques et limiter la pollution généralisée des eaux (c'est-à-dire des captages d'eau potable et des cours d'eau).

Notre alimentation dépend beaucoup aujourd'hui des importations de l'étranger. 38 % de notre assiette est importée. Ce chiffre a été calculé en termes de surfaces nécessaires pour produire notre alimentation avec des pondérations en fonction des coproduits. On exporte à peu près 12,7 millions d'hectares, soit environ 44 % de notre surface agricole, et on en importe l'équivalent de 33 %, soit près de 10 millions d'hectares. Le constat est qu'aujourd'hui on exporte toujours plus chaque année ce qui implique une augmentation des importations et donc une augmentation de produits dont la production n'est pas maîtrisée. Par exemple, le soja qui nous arrive d'Argentine ou du Brésil est OGM et traité dans des exploitations particulièrement imposantes. Finalement, bientôt viendra le jour où le monde nourrira la France.

La France est largement exportatrice de blé, d'orge et de colza même si on en importe tout de même une partie. Le scénario propose également de relocaliser en France une partie des productions qu'on importe tels que les fruits secs (noisette, amande, pistache, etc.), les olives, les fruits (lentille, graine de moutarde, etc.). Nous produisons à peine 10 % de notre consommation. D'ailleurs, afin d'être en accord avec le plan national nutrition-santé, la consommation de fruits et légumes devrait augmenter d'où une importante surface à redéployer en France de fruits et légumes qui serait de 430 000 hectares d'ici 2050.

Le scénario implique de diminuer la consommation de poissons et notamment de saumons. Ces derniers sont nourris pour la plupart de farine et d'huile de poissons qui auraient pu être consommés par certaines populations africaines.

Le régime alimentaire du scénario correspond finalement au profil alimentaire des consommateurs bio d'aujourd'hui. Ils consomment par exemple beaucoup plus de légumineuses secs, à peu près 3 à 4 fois plus de fruits à coque, presque 50 % de plus de légumes, de fruits et d'huile végétale et 50 % de moins de viande rouge, 20 à 30 % de moins de volaille et enfin 40 % de moins de produits laitiers. Donc on ne peut pas réussir la transition vers le bio sans avoir des régimes beaucoup plus végétaux.

Mais il y a quand même un différentiel de rendement non négligeable pour des céréales produites en bio ou conventionnel. L'empreinte, en surfaces, d'une personne, française et tout âge confondu, consommant des produits issus du conventionnel est de 4500 m²/habitant/an, donc un peu moins d'un demi hectare. Celle d'un consommateur bio se situe autour de 3700 m²/habitant/an, réduisant ainsi l'empreinte surface de 23 %. Le scénario prévoit de se retrouver à 70 % de bio en 2050 avec notamment aussi 2 millions d'hectares de protéagineux.

Concernant l'élevage, il y a une réduction importante des cheptels quels qu'ils soient avec une baisse de la production de lait et de viande bovine mais aussi des porcs et des volailles. Finalement, la question est de se demander vers quels types d'élevage il faudrait transiter. Le scénario vise à conserver les systèmes les plus vertueux tels que le pâturage concernant les ruminants, tous les élevages à haute valeur naturelle (c'est-à-dire tous ceux qui sont situés dans les zones de montagne qui valorisent les zones humides, etc. où seul l'animal peut valoriser ces espaces-là), des systèmes plus autonomes et à faible consommation de concentrés (voire totalement à l'herbe), les élevages bio, les élevages sous Label Rouge et en plein air et toutes les productions sous AOP. Une des principales conclusions du scénario est qu'il faut relancer les races mixtes pour faire à la fois du lait et de la viande de qualité et donc décroiser la spécialisation des régions. Cela implique aussi de

quitter le système de poulets à 35 jours pour aller vers des poulets élevés en plus de 80 jours et diminuer la taille des élevages.

Aujourd'hui, 3 % des fermes monogastriques produisent plus de 70 % de la volaille et des porcs et 350 fermes produisent 70 % des œufs. Donc on peut réellement parler d'élevage industriel sans notion du bien-être animal qui est quand même aujourd'hui revendiquée par une grande partie de la population française.